

Auray. Fermeture du centre des impôts en 2022, les salariés se mobilisent



L'intersyndicale Solidaire, CFDT, CGT, FO des finances publiques du Morbihan ne veut pas se résoudre à la fermeture du centre d'Auray.

| OUEST-FRANCE Paul BOULBEN. Publié le 21/06/2019 à 17h27

Une quarantaine de syndicalistes et d'agents du centre des finances publiques d'Auray (Morbihan) ont manifesté contre sa fermeture programmée, ce vendredi 21 juin 2019.

« C'est une petite entreprise qui ferme... », regrette Annie Rio, du syndicat Solidaires finances publiques 56. En effet, le plan présenté par la direction départementale des finances publiques fait apparaître la disparition du centre des impôts à Auray (Morbihan) tel qu'on le connaît, d'ici 2022, et donc, la réorientation des 40 agents qui y travaillent vers les centres principaux du département : Lorient, Vannes ou Pontivy. Les agents demandent le maintien pur et simple de leur réseau, notamment pour des questions d'égalité de traitement. « Les gens privilégiés n'ont pas besoin de nos conseils. Ce sont les personnes fragiles ou non-connectées qui viennent au centre des impôts et c'est pour eux qu'on se bat », explique Annie Rio. « Si Auray ferme, c'est le désert fiscal sur le territoire », renchérit Hervé Georges, de la CFDT Finances Publiques 56.

Plus de proximité mais moins de compétences ?

Le directeur départemental des finances publiques, Claude Girault, l'assure : « les usagers d'Auray n'iront pas à Vannes pour leurs démarches, c'est catégorique, sauf pour des questions très pointues ».

Selon le projet qui se dessine, 25 « points de contacts » seront créés dans le Morbihan, dont à Auray, Carnac et Palais. Les agents pourraient faire des permanences dans les communes ou assurer des rendez-vous par visioconférence, mais l'accueil serait géré par des agents territoriaux ou communaux.

« Ce que l'on craint, c'est qu'il n'y ait plus la compétence nécessaire pour répondre aux questions des usagers », répond Annie Rio. D'autres agents citent pêle-mêle le lien social pour les usagers, la perte de dynamisme pour le centre-ville d'Auray, l'équité fiscale face à l'illectronisme. « Et puis, ce point de contact ne va pas marcher et on va le fermer un an plus tard », pense Nathalie, du service aux entreprises. Fin de l'opération de concertation avec les agents en septembre.